

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

**CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DU LANGUEDOC**

Société coopérative à capital et personnel variables.  
Siège Social : Avenue de Montpelieret, Maurin, 34977 Lattes cedex  
Siret : 492 826 417 00015. — APE : 651.D  
492 826 417 R.C.S. Montpellier.

**I. — Résolutions adoptées par l'assemblée générale mixte du 28 mars 2025.****Résolutions relevant de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire :**

**Première résolution** (Modification de la limite d'âge pour exercer les fonctions d'Administrateur : fixation à 67 ans, au lieu de 65 ans avec possibilité de report à 67 ans. Modification de la limite d'âge pour être membre des Conseils Départementaux : fixation à 67 ans au lieu de 65 ans). — L'Assemblée Générale Extraordinaire décide de modifier la limite d'âge pour exercer les fonctions d'Administrateur. Actuellement fixée à 65 ans, avec possibilité de report à 67 ans, l'Assemblée Générale Extraordinaire décide de la fixer à 67 ans. L'Assemblée Générale Extraordinaire décide de modifier également la limite d'âge pour être membre des Conseils Départementaux en la fixant à 67 ans au lieu de 65 ans.

**Article 21 - Mandat des membres des conseils départementaux.**Ancienne rédaction

La durée du mandat des membres des Conseils Départementaux est la même que celle des Administrateurs de la Caisse Régionale : les membres des Conseils Départementaux sont élus pour 3 ans, et sont renouvelables par tiers.

Les membres complémentaires du Conseil Départemental, élus par l'Assemblée Départementale, ainsi que les membres du Conseil Départemental également membres du Conseil d'Administration de la Caisse Régionale n'ayant pas formulé la demande de report de la limite d'âge à 67 ans exposée ci-après en Article 24.2 des statuts, ou dont ladite demande a été refusée, sont réputés démissionnaires d'office lors de l'Assemblée Départementale annuelle suivant leur 65ème anniversaire.

Les Administrateurs de la Caisse Régionale dont la demande de report de la limite d'âge à 67 ans exposée ci-après en Article 24.2 des statuts a été acceptée par le Conseil d'Administration de la Caisse Régionale, également membres du Conseil Départemental, sont réputés démissionnaires d'office de leurs fonctions de membre du Conseil Départemental lors de l'Assemblée Départementale annuelle suivant leur 67ème anniversaire.

Pour chaque Conseil Départemental, la composition des premières séries de membres sortants est déterminée par application de la règle ci-après définie à l'article 25.

Les candidats et les membres sortants des Conseils Départementaux sont éligibles ou rééligibles, à la condition d'avoir moins de 65 ans à la date de l'Assemblée Départementale statuant sur leur élection ou réélection. Toutefois, un membre sortant du Conseil Départemental de moins de 67 ans, ayant déjà atteint l'âge de 65 ans à la date de ladite Assemblée Départementale mais ayant été autorisé à repousser sa limite d'âge à 67 ans en sa qualité d'Administrateur de la Caisse Régionale dans les conditions stipulées ci-après en 24.2, est rééligible.

Nouvelle rédaction

La durée du mandat des membres des Conseils Départementaux est la même que celle des Administrateurs de la Caisse Régionale : les membres des Conseils Départementaux sont élus pour 3 ans, et sont renouvelables par tiers.

Les membres complémentaires du Conseil Départemental, élus par l'Assemblée Départementale, ainsi que les membres du Conseil Départemental également membres du Conseil d'Administration de la Caisse Régionale, sont réputés démissionnaires d'office lors de l'Assemblée Départementale annuelle suivant leur 67ème anniversaire.

Pour chaque Conseil Départemental, la composition des premières séries de membres sortants est déterminée par application de la règle ci-après définie à l'article 25.

Les candidats et les membres sortants des Conseils Départementaux sont éligibles ou rééligibles, à la condition d'avoir moins de 67 ans à la date de l'Assemblée Départementale statuant sur leur élection ou réélection.

**Article 24- Composition – nomination des administrateurs – incompatibilités**Ancienne rédaction du point [2]

2. La limite d'âge pour l'exercice des fonctions d'Administrateur de la Caisse Régionale est fixée à 65 ans. Si un Administrateur de la Caisse Régionale vient à atteindre l'âge de 65 ans, il est réputé démissionnaire d'office à l'issue de la plus prochaine Assemblée Générale Ordinaire annuelle.

Toutefois, cette limite d'âge peut être repoussée au 67ème anniversaire sur demande expresse et motivée de chaque Administrateur concerné, adressée au Président du Conseil d'Administration, qui la soumet sans délai au Comité des Nominations. Le Président du Conseil d'Administration, souhaitant bénéficier d'un tel report, formule donc directement sa demande auprès du Président du Comité des Nominations.

Cette demande d'un Administrateur pour bénéficier d'un report de la limite d'âge à son 67ème anniversaire doit impérativement, à peine de nullité, intervenir entre le 1er avril et le 30 novembre de l'année précédant l'Assemblée Générale annuelle devant constater sa démission d'office subséquente à son 65ème anniversaire.

Le Comité des Nominations, saisi par le Président du Conseil d'Administration, émet un avis motivé sur cette demande, et transmet sans délai son avis et la demande au Conseil d'Administration de la Caisse Régionale.

Le Conseil d'Administration saisi et réuni avant le 31 janvier de l'année de tenue de l'Assemblée Générale annuelle devant constater la démission d'office de l'Administrateur concerné peut alors accepter ou refuser cette demande de bénéfice du report de la limite d'âge à 67 ans, dans les conditions de l'Article 27 des présents statuts, l'Administrateur concerné ne prenant pas part au vote et n'étant pas pris en compte pour le calcul des conditions de quorum et de majorité pour cette résolution précise.

En tout état de cause, l'Administrateur dont la demande ci-avant exposée a été acceptée, ou réélu après son 65ème anniversaire dans les conditions stipulées en 24.3 ci-après, est réputé démissionnaire d'office à l'issue de la plus prochaine Assemblée Générale Ordinaire annuelle suivant son 67ème anniversaire.

L'autorisation du Conseil d'Administration de repousser la limite d'âge d'un Administrateur de la Caisse Régionale à 67 ans est, le cas échéant, sans incidence sur la limite d'âge applicable à ses mandats d'administrateur de Caisse Locale et/ou de président de Caisse Locale, qui demeure fixée à 65 ans.

#### Nouvelle rédaction du point [2]

2. La limite d'âge pour l'exercice des fonctions d'Administrateur de la Caisse Régionale est fixée à 67 ans. Si un Administrateur de la Caisse Régionale vient à atteindre l'âge de 67 ans, il est réputé démissionnaire d'office à l'issue de la plus prochaine Assemblée Générale annuelle.

#### Ancienne rédaction du point [3]

3. Les candidats et les membres sortants du Conseil d'Administration sont éligibles ou rééligibles, à la condition d'avoir moins de 65 ans à la date de l'Assemblée Générale statuant sur leur élection ou réélection. Toutefois, un membre sortant du Conseil d'Administration de moins de 67 ans, ayant déjà atteint l'âge de 65 ans à la date de ladite Assemblée Générale mais ayant été autorisé à repousser sa limite d'âge à 67 ans dans les conditions stipulées ci-avant en 24.2, est rééligible.

#### Nouvelle rédaction du point [3]

3. Les candidats et les membres sortants du Conseil d'Administration sont éligibles ou rééligibles, à la condition d'avoir moins de 67 ans à la date de l'Assemblée Générale statuant sur leur élection ou réélection. En tout état de cause, l'Administrateur élu ou réélu est réputé démissionnaire d'office à l'issue de la plus prochaine Assemblée Générale annuelle suivant son 67ème anniversaire.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des sociétaires présents ou représentés.

**Deuxième résolution** (*Réduction du nombre d'Administrateurs composant le Conseil d'Administration de la Caisse Régionale à 18 au lieu de 21 et modification consécutive de la règle de la représentation départementale*). — L'Assemblée Générale Extraordinaire décide de modifier le nombre de membres du Conseil d'Administration. Ce dernier étant actuellement composé de 21 membres, l'Assemblée Générale Extraordinaire décide que le Conseil d'Administration soit composé de 18 membres. La règle de la représentation départementale est modifiée en conséquence.

### **Article 24 - Composition – nomination des administrateurs – incompatibilités**

#### **Ancienne rédaction du point [1]**

1. La Caisse Régionale est administrée par un Conseil d'Administration composé de 21 membres pris parmi les sociétaires de Caisse Locale et élus par l'Assemblée Générale sur la base d'une liste de candidats proposés par les Assemblées départementales puis soumise par le Conseil d'Administration au vote de l'Assemblée Générale.

Le nombre d'Administrateurs de la Caisse Régionale avant l'Assemblée Générale Mixte de la Société en date du 28 mars 2017 était fixé à 28. La taille cible de 21 Administrateurs de la Caisse Régionale est atteinte en cessant, à compter de l'Assemblée Générale Mixte du 28 mars 2017, de procéder au remplacement des membres du Conseil d'Administration dont le mandat s'achèvera pour cause de démission, de décès, d'incompatibilité avec certains mandats ou fonctions, ou d'atteinte de la limite d'âge précisée en alinéa 2.

Par exception à ce qui précède, dans l'hypothèse où un événement particulier, tel qu'un décès ou une démission, devait conduire l'un des départements à avoir un nombre d'Administrateurs de la Caisse Régionale inférieur à celui énoncé ci-après en alinéa 8 dans la Règle de Représentation, il sera alors procédé à son remplacement, de telle manière que le département retrouve son nombre d'Administrateur de la Caisse Régionale cible.

#### Nouvelle rédaction du point [1]

1. La Caisse Régionale est administrée par un Conseil d'Administration composé de 18 membres pris parmi les sociétaires de Caisse Locale et élus par l'Assemblée Générale sur la base d'une liste de candidats proposés par les Assemblées départementales puis soumise par le Conseil d'Administration au vote de l'Assemblée Générale.

Ancienne rédaction du point [8]

8. A partir de la liste de candidats ayant satisfait aux dispositions ci-dessus énoncées, l'Assemblée Générale procède à l'élection des membres du Conseil d'Administration en respectant la Règle de Représentation ci-après décrite, dans le respect de l'équilibre de la représentation départementale :

1. le département de l'Aude .....	4 Administrateurs
2. le département du Gard .....	7 Administrateurs
3. le département de l'Hérault .....	8 Administrateurs
4. le département de la Lozère .....	2 Administrateurs

Cette Règle de Représentation devra être respectée à compter du jour où le Conseil d'Administration de la Caisse Régionale aura lui-même atteint sa taille cible de 21 membres.

Durant la période transitoire courant de l'Assemblée Générale Mixte du 28 mars 2017 au jour où le Conseil d'Administration de la Caisse Régionale aura atteint sa taille cible de 21 membres conformément à la Règle de Représentation, l'Equilibre de la Représentation départementale pourra être modifié au gré des démissions, décès, incompatibilités éventuels ou atteintes de la limite d'âge.

Nouvelle rédaction du point [8]

8. A partir de la liste de candidats ayant satisfait aux dispositions ci-dessus énoncées, l'Assemblée Générale procède à l'élection des membres du Conseil d'Administration en respectant la Règle de Représentation ci-après décrite, dans le respect de l'équilibre de la représentation départementale :

1. le département de l'Aude .....	3 Administrateurs
2. le département du Gard .....	6 Administrateurs
3. le département de l'Hérault .....	7 Administrateurs
4. le département de la Lozère .....	2 Administrateurs

Ancienne rédaction du point [9]

9. Le Conseil d'Administration élit en son sein un Président. Jusqu'à ce que le Conseil d'Administration atteigne sa taille cible de 21 membres, le Président élu sort de la représentation départementale. A compter du jour où le Conseil d'Administration atteint sa taille cible de 21 membres, le Président élu est maintenu dans la représentation départementale. Dans cette attente, et afin de préserver l'équilibre de la représentation départementale, le Président du Conseil d'Administration sortant de la représentation départementale est suppléé par un administrateur complémentaire issu du même département, élu par l'Assemblée Générale pour le temps du mandat du Président.

En cas de pluralité de candidats au poste de Président, et à défaut de disposer de la majorité absolue des suffrages au premier, et le cas échéant, au second scrutin, l'élection se fera à la majorité relative lors d'un troisième tour. Le Règlement Intérieur de la Société précise ces différentes modalités électorales.

Ne sont pas éligibles au poste de Président du Conseil d'Administration de la Caisse Régionale les sociétaires affectés par l'une des incompatibilités avec certaines activités professionnelles ou politiques stipulées dans le Règlement Intérieur de la Société.

Nouvelle rédaction du point [9]

9. Le Conseil d'Administration élit en son sein un Président. Le Président élu est maintenu dans la représentation départementale.

En cas de pluralité de candidats au poste de Président, et à défaut de disposer de la majorité absolue des suffrages au premier, et le cas échéant, au second scrutin, l'élection se fera à la majorité relative lors d'un troisième tour. Le Règlement Intérieur de la Société précise ces différentes modalités électorales.

Ne sont pas éligibles au poste de Président du Conseil d'Administration de la Caisse Régionale les sociétaires affectés par l'une des incompatibilités avec certaines activités professionnelles ou politiques stipulées dans le Règlement Intérieur de la Société.

**Article 25 - Règles de représentation départementale**Ancienne rédaction

Les Administrateurs de la Caisse Régionale sont nommés pour trois ans. Ils sont renouvelables par tiers chaque année.

A l'occasion de la première Assemblée Générale Ordinaire annuelle concomitante ou suivant l'atteinte du nombre cible de 21 Administrateurs de la Caisse Régionale, et compte tenu de la composition du Conseil d'Administration résultant de l'Article 24, les séries d'Administrateurs de la Caisse Régionale sortants par tiers sont constituées de la façon suivante :

- 1ère série : 7 Administrateurs sortants
  - 2 Administrateurs audois
  - 2 Administrateurs gardois
  - 3 Administrateurs héraultais
  - 0 Administrateur lozérien

- 2ème série : 7 Administrateurs sortants
  - 1 Administrateurs audois
  - 2 Administrateurs gardois
  - 3 Administrateurs héraultais
  - 1 Administrateur lozérien

- 3ème série : 7 Administrateurs sortants
  - 1 Administrateur audois
  - 3 Administrateurs gardois
  - 2 Administrateurs héraultais
  - 1 Administrateur lozérien

Pour la détermination des premières séries d'Administrateurs de la Caisse Régionale sortants, les Administrateurs sont classés, pour chaque département, en fonction de leur date de naissance, les plus jeunes arrivant en tête de liste.

Ainsi la première série ci-dessus, définie de 7 Administrateurs, est constituée des Administrateurs les plus jeunes de chaque département, la troisième, des plus âgés.

Durant la période transitoire courant de l'Assemblée Générale Mixte du 28 mars 2017 au jour où le Conseil d'Administration de la Caisse Régionale aura atteint sa taille cible de 21 membres conformément à la Règle de Représentation, les Administrateurs sont en principe renouvelés par tiers sortant selon les règles suivantes :

- 1ère série : 9 Administrateurs sortants
  - 2 Administrateurs audois
  - 3 Administrateurs gardois
  - 3 Administrateurs héraultais
  - 1 Administrateur lozérien

- 2ème série : 9 Administrateurs sortants
  - 2 Administrateurs audois
  - 3 Administrateurs gardois
  - 3 Administrateurs héraultais
  - 1 Administrateur lozérien

- 3ème série : 9 Administrateurs sortants
  - 1 Administrateur audois
  - 3 Administrateurs gardois
  - 4 Administrateurs héraultais
  - 1 Administrateur lozérien

étant expressément précisé que cette règle de détermination du tiers sortant sera le cas échéant ajustée afin de tenir compte de la diminution en cours du nombre d'Administrateurs.

#### Nouvelle rédaction

Les Administrateurs de la Caisse Régionale sont nommés pour trois ans. Ils sont renouvelables par tiers chaque année.

Compte tenu de la composition du Conseil d'Administration résultant de l'Article 24, les séries d'Administrateurs de la Caisse Régionale sortants par tiers sont constituées de la façon suivante :

- 1ère série : 6 Administrateurs sortants
  - 1 Administrateur audois
  - 2 Administrateurs gardois
  - 3 Administrateurs héraultais
  - 0 Administrateur lozérien

- 2ème série : 6 Administrateurs sortants
  - 1 Administrateur audois
  - 2 Administrateurs gardois
  - 2 Administrateurs héraultais
  - 1 Administrateur lozérien

- 3ème série : 6 Administrateurs sortants
  - 1 Administrateur audois
  - 2 Administrateurs gardois
  - 2 Administrateurs héraultais
  - 1 Administrateur lozérien

Pour la détermination des premières séries d'Administrateurs de la Caisse Régionale sortants, les Administrateurs sont classés, pour chaque département, en fonction de leur date de naissance, les plus jeunes arrivant en tête de liste.

Ainsi la première série ci-dessus, définie de 6 Administrateurs, est constituée des Administrateurs les plus jeunes de chaque département, la troisième, des plus âgés.

L'application de cette règle de représentation des tiers sortants pourra impliquer provisoirement des renouvellements de mandat d'Administrateurs pour une durée inférieure à trois ans.

**Article 29 - Election du président et composition du bureau du conseil**Ancienne rédaction

Chaque année, le Conseil d'Administration élit son Président et constitue son Bureau. Celui-ci est composé de 9 membres :

- le Président du Conseil d'Administration de la Caisse Régionale, membre de droit,
- 2 Administrateurs issus du département de l'Aude, en ce compris le Président du Conseil Départemental de l'Aude, membre de droit,
- 2 Administrateurs issus du département du Gard, en ce compris le Président du Conseil Départemental du Gard, membre de droit,
- 2 Administrateurs issus du département de l'Hérault, en ce compris le Président du Conseil Départemental de l'Hérault, membre de droit,
- 2 Administrateurs issus du département de la Lozère, en ce compris le Président du Conseil Départemental de la Lozère, membre de droit.

Le nombre de membres du Bureau du Conseil d'Administration susvisé (9 membres) entrera en vigueur à compter du jour où le Conseil d'Administration de la Caisse Régionale aura lui-même atteint sa taille cible de 21 membres.

Le Bureau du Conseil d'Administration comprend quatre Vice-présidents, un Secrétaire et un Trésorier. Les quatre postes de Vice-président sont attribués aux Présidents des quatre Conseils Départementaux. Cette liste et répartition des fonctions exerçables au sein du Bureau du Conseil d'Administration entre en vigueur à compter de l'Assemblée Générale Mixte du 28 mars 2017.

La Direction générale de la Caisse Régionale participe de droit aux réunions des Conseils d'Administration et des Bureaux du Conseil. Elle peut s'y faire représenter et/ou y assister.

Durant la période transitoire courant de l'Assemblée Générale Mixte du 28 mars 2017 au jour où le Conseil d'Administration de la Caisse Régionale aura atteint sa taille cible de 21 membres conformément à la Règle de Représentation, le nombre de membres du Bureau du Conseil d'Administration est modifié au gré des démissions, décès, incompatibilités éventuels ou atteintes de la limite d'âge des Administrateurs de la Caisse Régionale, sans qu'il soit procédé au remplacement des Administrateurs sortants au sein du Bureau.

Par exception à ce qui précède, dans l'hypothèse où un évènement particulier, tel qu'un décès ou une démission, devait conduire l'un des départements à avoir un nombre de représentants au sein du Bureau inférieur à celui énoncé ci-avant au titre de la nouvelle composition, il sera procédé à son remplacement, de telle manière que le département retrouve son nombre de représentants cible au sein du Bureau.

Nouvelle rédaction

Chaque année, le Conseil d'Administration élit son Président et constitue son Bureau. Celui-ci est composé de 9 membres :

- le Président du Conseil d'Administration de la Caisse Régionale, membre de droit,
- 2 Administrateurs issus du département de l'Aude, en ce compris le Président du Conseil Départemental de l'Aude, membre de droit,
- 2 Administrateurs issus du département du Gard, en ce compris le Président du Conseil Départemental du Gard, membre de droit,
- 2 Administrateurs issus du département de l'Hérault, en ce compris le Président du Conseil Départemental de l'Hérault, membre de droit,
- 2 Administrateurs issus du département de la Lozère, en ce compris le Président du Conseil Départemental de la Lozère, membre de droit.

Le Bureau du Conseil d'Administration comprend quatre Vice-présidents, un Secrétaire et un Trésorier. Les quatre postes de Vice-président sont attribués aux Présidents des quatre Conseils Départementaux. Cette liste et répartition des fonctions exerçables au sein du Bureau du Conseil d'Administration entre en vigueur à compter de l'Assemblée Générale Mixte du 28 mars 2017.

La Direction générale de la Caisse Régionale participe de droit aux réunions des Conseils d'Administration et des Bureaux du Conseil. Elle peut s'y faire représenter et/ou y assister.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des sociétaires présents ou représentés.

**Troisième résolution** (*Elargissement de l'objet social de la Caisse Régionale aux activités de transition énergétique*). — L'Assemblée Générale Extraordinaire décide d'élargir l'objet social de la Caisse Régionale dans le cadre de l'évolution de ses activités en matière de transition énergétique.

**Article 4 - Objet Social**Ancienne Rédaction

La Caisse Régionale développe toute activité de la compétence d'un établissement de crédit notamment celle de banque et de prestataire de services d'investissement et toute activité d'intermédiaire en assurance, de transactions sur immeubles et fonds de commerce, de gestion immobilière et de syndic de copropriété, dans le cadre (a) des dispositions législatives et réglementaires qui lui sont applicables, (b) des conditions définies aux termes des agréments dont elle bénéficie, ainsi que (c) des dispositions spécifiques régissant le Crédit agricole mutuel, et plus généralement, toutes activités connexes, soit pour son propre compte, soit pour le compte de tiers, et toutes opérations commerciales et financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet ou susceptibles de le favoriser.

A cet effet, elle réalise notamment toutes opérations de banque, de prestations de services financiers ou de services d'investissement, de prises de participation, d'acquisition telles que définies dans le Code Monétaire et Financier, notamment dans des activités immobilières, d'intermédiation en assurance et de courtage.

#### Nouvelle rédaction

La Caisse Régionale développe toute activité de la compétence d'un établissement de crédit notamment celle de banque et de prestataire de services d'investissement et toute activité d'intermédiaire en assurance, de transactions sur immeubles et fonds de commerce, de gestion immobilière et de syndic de copropriété, dans le cadre (a) des dispositions législatives et réglementaires qui lui sont applicables, (b) des conditions définies aux termes des agréments dont elle bénéficie, ainsi que (c) des dispositions spécifiques régissant le Crédit agricole mutuel, et plus généralement, toutes activités connexes, soit pour son propre compte, soit pour le compte de tiers, et toutes opérations commerciales et financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet ou susceptibles de le favoriser.

A cet effet, elle réalise notamment toutes opérations de banque, de prestations de services financiers ou de services d'investissement, de prises de participation, d'acquisition telles que définies dans le Code Monétaire et Financier, notamment dans des activités immobilières, d'intermédiation en assurance et de courtage.

En vue d'accompagner les transitions environnementales de ses clients et de favoriser le développement des énergies renouvelables ainsi que leurs usages, la Caisse Régionale a également pour objet d'accomplir des prestations de conseil, d'accompagnement ainsi que la réalisation ou l'achat d'études à des prestataires et la distribution de produits ou offres commerciales.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des sociétaires présents ou représentés.

**Quatrième résolution** (*Autorisation à donner au Conseil d'Administration à l'effet de réduire le capital social par voie d'annulation de Certificats Coopératifs d'Investissement (CCI)*). — L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, autorise le Conseil d'Administration, conformément à l'article L. 22-10-62 du Code de commerce.

A annuler, en une ou plusieurs fois, sur ses seules décisions, tout ou partie des Certificats Coopératifs d'Investissement (CCI) acquis par la Caisse Régionale en vertu de l'autorisation de rachat par la Caisse Régionale de ses propres Certificats Coopératifs d'Investissement (CCI), sous réserve de l'adoption de la 16ème résolution soumise au vote en Assemblée Générale Ordinaire ou faisant l'objet d'autorisations ultérieures, dans la limite de 10 % du nombre de Certificats Coopératifs d'Investissement (CCI) composant le capital par période de vingt-quatre (24) mois à compter de la présente Assemblée ;

A réduire corrélativement le capital social en imputant la différence entre la valeur de rachat des Certificats Coopératifs d'Investissement (CCI) annulés et leur valeur nominale sur les primes et réserves disponibles de son choix.

La présente autorisation, qui se substitue à celle conférée par l'Assemblée Générale Mixte du 28 mars 2024 en la privant d'effet à compter de ce jour, est donnée pour une durée de vingt-quatre (24) mois à compter de ce jour au Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation, à l'effet d'accomplir tous actes, formalités ou déclarations en vue d'annuler les Certificats Coopératifs d'Investissement (CCI), de rendre définitive(s) la (ou les) réduction(s) de capital, d'en constater la réalisation, de procéder à la modification corrélatrice des statuts de la Caisse Régionale et, généralement, de faire le nécessaire.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des sociétaires présents ou représentés.

**Cinquième résolution** (*Pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée Générale Extraordinaire pour l'accomplissement de toutes formalités légales*). — L'Assemblée Générale Extraordinaire donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal de la présente Assemblée Générale Extraordinaire pour l'accomplissement de toutes formalités légales.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des sociétaires présents ou représentés.

#### **Résolutions relevant de la compétence de l'assemblée générale ordinaire :**

**Sixième résolution** (*Approbation des comptes annuels et quitus aux administrateurs*). — L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration comprenant le rapport de durabilité, le rapport sur le gouvernement d'entreprise et le rapport sur les comptes annuels des Commissaires aux Comptes, approuve ledit rapport, ainsi que les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont présentés.

Elle approuve les opérations traduites par ces comptes ou résumées dans ces rapports, ainsi que les actes de gestion accomplis par le Conseil d'Administration au cours de l'exercice écoulé.

Elle donne en conséquence quitus aux membres du Conseil d'Administration pour leur gestion et l'exécution de leurs mandats au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des sociétaires présents ou représentés.

**Septième résolution** (*Approbation des comptes consolidés et quitus aux administrateurs*). — L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration comprenant le rapport de durabilité, le rapport sur le gouvernement d'entreprise et le rapport sur les comptes annuels des Commissaires aux Comptes, approuve ledit rapport, ainsi que les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont présentés.

Elle approuve les opérations traduites par ces comptes ou résumées dans ces rapports, ainsi que les actes de gestion accomplis par le Conseil d'Administration au cours de l'exercice écoulé.

Elle donne en conséquence quitus aux membres du Conseil d'Administration pour leur gestion et l'exécution de leurs mandats au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des sociétaires présents ou représentés.

**Huitième résolution** (Approbation des comptes globalisés Caisse Régionale / Caisses Locales). — L'Assemblée Générale Ordinaire approuve les comptes globalisés arrêtés au 31 décembre 2024, ainsi que les opérations traduites par ces comptes.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des sociétaires présents ou représentés.

**Neuvième résolution** (Approbation du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées à l'article L.225-38 du Code de commerce). — L'Assemblée Générale, en application de l'article L.511-39 du Code monétaire et financier, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées par l'article L.225-38 et suivants du Code de commerce, prend acte des conclusions de ce rapport et approuve ces conventions. Elle donne en tant que de besoin quitus aux Administrateurs à cet égard.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des sociétaires présents ou représentés.

**Dixième résolution** (Distribution des résultats). — L'Assemblée Générale approuve l'affectation du résultat distribuable de l'exercice 2024, correspondant au résultat net social de 175 262 016,57 €, telle qu'elle lui est proposée par le Conseil d'Administration.

Elle constate par ailleurs le report à nouveau créditeur au bilan du 31 décembre 2024 pour 112 345,48 €.

Elle décide, en conséquence, de distribuer les résultats comme suit :

- 6 173 763,36 € pour l'intérêt à payer aux porteurs de parts sociales, correspondant à un taux fixé à 4,80 %,
- 4 796 426,88 € destinés au dividende à verser aux porteurs de Certificats Coopératifs d'Investissement (CCI), représentant un dividende de 2,66 € net par titre,
- 13 580 356,02 € représentant le dividende à verser aux porteurs de Certificats Coopératifs d'Associés (CCA), soit un dividende de 2,66 € net par titre.

Lors de la mise en paiement des dividendes/intérêts, si la Caisse Régionale détient certaines de ces actions, le bénéfice correspondant aux dividendes non versés en raison de ces actions sera affecté au report à nouveau.

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale prend acte que les intérêts et dividendes distribués au cours des trois (3) derniers exercices ont été les suivants :

Année de rattachement des intérêts/ dividendes	Par CCI	Par CCA	Par part sociale
	Montant Net	Montant Net	Montant Net
2021	2,69	2,69	0,22
2022	2,78	2,78	0,28
2023	2,74	2,74	0,38

Les intérêts aux parts sociales seront versés le 17 avril 2025.  
Les dividendes aux CCI/CCA seront détachés le 15 avril 2025 et versés le 17 avril 2025.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des sociétaires présents ou représentés.

**Onzième résolution** (Affectation du résultat disponible). — Après rémunération du capital social, le résultat net social de la Caisse Régionale à affecter s'élève à 150 823 815,79 €.

Les trois quarts de ce résultat doivent obligatoirement être affectés à la réserve légale, soit 113 117 861,84 €.

Le Conseil d'Administration propose d'affecter le quart disponible à la réserve facultative, soit 37 705 953,95 €.

**Cette résolution est adoptée à l'unanimité des sociétaires présents ou représentés.**

**Douzième résolution** (Constatation de la variation du capital et composition du capital). — L'Assemblée Générale, en application de l'article 42 des statuts de la Caisse Régionale, constate la variation de capital qui est passé de 197 767 150 € au 31 décembre 2023 à 197 705 720 € au 31 décembre 2024 et approuve les remboursements de parts opérés au cours de l'exercice.

Le capital au 31 décembre 2024 est composé de 19 770 572 titres d'une valeur nominale de 10 euros, soit 12 862 007 parts sociales, 5 105 397 certificats coopératifs associés et 1 803 168 certificats coopératifs d'investissement.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des sociétaires présents ou représentés.

**Treizième résolution** (Approbation des dépenses visées à l'article 39-4 du Code général des impôts). — L'Assemblée Générale, sur le rapport du Conseil d'Administration statuant en application de l'article 223 quater du Code général des impôts, constate que les comptes de l'exercice 2024 font apparaître des charges non déductibles visées à l'article 39-4 de ce Code pour un montant de 79 187 €, un impôt sur les sociétés de 20 454 € ayant été acquitté au titre de ces dépenses.



Cette résolution est adoptée à l'unanimité des sociétaires présents ou représentés.

**Quatorzième résolution** (*Fixation de la somme globale à allouer au financement des indemnités des Administrateurs au titre de l'exercice 2025*). — L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance de la proposition faite par le Conseil d'Administration à ce sujet, décide de fixer à 450 000 € la somme globale allouée au titre de l'exercice 2025 au financement des indemnités des Administrateurs et donne tous pouvoirs au Conseil d'Administration de la Caisse Régionale pour déterminer l'affectation de cette somme conformément aux recommandations de la Fédération Nationale du Crédit Agricole (FNCA).

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des sociétaires présents ou représentés.

**Quinzième résolution** (*Vote consultatif sur l'enveloppe globale des rémunérations de toutes natures versées en 2024 aux Personnels identifiés*). — L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance des informations relatives à la politique et aux pratiques de rémunération des Personnels identifiés de la Caisse Régionale, consultée en application de l'article L. 511-73 du Code monétaire et financier, émet un avis favorable sur l'enveloppe globale des rémunérations de toutes natures versées durant l'exercice 2024, aux catégories de personnel dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de la Caisse Régionale au sens de l'article L. 511-71 du Code monétaire et financier, lesquelles s'élève à 4 154 614 €.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des sociétaires présents ou représentés.

**Seizième résolution** (*Autorisation à donner au Conseil d'Administration à l'effet d'acheter ou de faire acheter les Certificats Coopératifs d'Investissement (CCI) de la Caisse Régionale*). — L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, autorise le Conseil d'Administration, avec faculté de subdéléguer dans les conditions prévues par la loi, à opérer sur les Certificats Coopératifs d'Investissement (CCI) de la Caisse Régionale conformément aux dispositions des articles L.22-10-62 et suivants du Code de commerce.

La présente autorisation, qui se substitue à celle conférée par l'Assemblée Générale Ordinaire du 28 mars 2024, est donnée au Conseil d'Administration jusqu'à la date de son renouvellement par une prochaine Assemblée Générale Ordinaire et, dans tous les cas, pour une période maximale de dix-huit (18) mois à compter de la date de la présente Assemblée.

Les achats de Certificats Coopératifs d'Investissement (CCI) de la Caisse Régionale qui seront réalisés par le Conseil d'Administration en vertu de la présente autorisation ne pourront en aucun cas amener la Caisse Régionale à détenir plus de dix pour cent (10%) du nombre de Certificats Coopératifs d'Investissement (CCI) composant son capital social.

Les opérations réalisées dans le cadre du programme de rachat de Certificats Coopératifs d'Investissement (CCI) mis en place par la Caisse Régionale pourront être effectuées, en une ou plusieurs fois, par tous moyens, c'est-à-dire sur le marché ou de gré à gré ou encore par le recours à des instruments financiers dérivés négociés sur un marché réglementé ou de gré à gré (telles des options d'achat et de vente ou toutes combinaisons de celles-ci) et ce, dans les conditions autorisées par les autorités de marché compétentes et aux époques que le Conseil d'Administration ou la personne qui agira sur la délégation du Conseil d'Administration appréciera. Il est précisé que la part du programme de rachat réalisée par acquisition de blocs de titres pourra atteindre l'intégralité dudit programme.

Les achats pourront porter sur un nombre de Certificats Coopératifs d'Investissement (CCI) qui ne pourra excéder 10 % du nombre total de Certificats Coopératifs d'Investissement (CCI) composant le capital social à la date de réalisation de ces achats, ce qui à ce jour correspond à un nombre maximal de 180 316 Certificats Coopératifs d'Investissement (CCI), et le nombre maximal de Certificats Coopératifs d'Investissement (CCI) détenus après ces achats ne pourra excéder 10 % du nombre de Certificats Coopératifs d'Investissement (CCI) composant le capital de la Caisse Régionale. Toutefois, lorsque les Certificats Coopératifs d'Investissement (CCI) sont rachetés pour favoriser la liquidité dans les conditions définies par le règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers, le nombre de Certificats Coopératifs d'Investissement (CCI) pris en compte pour le calcul de la limite de 10 % prévue ci-dessus correspond au nombre de Certificats Coopératifs d'Investissement (CCI) achetés, déduction faite du nombre de Certificats Coopératifs d'Investissement (CCI) revendus pendant la durée de l'autorisation.

Le Conseil d'Administration veillera à ce que l'exécution de ces rachats soit menée en conformité avec les exigences prudentielles telles que fixées par la réglementation et par la Banque Centrale Européenne.

Le montant total des sommes que la Caisse Régionale pourra consacrer au rachat de ses Certificats Coopératifs d'Investissement (CCI) dans le cadre de la présente résolution ne pourra excéder 14 425 280 euros. L'acquisition de ces Certificats Coopératifs d'Investissement (CCI) ne pourra être effectuée à un prix supérieur à 80 euros par Certificats Coopératifs d'Investissement (CCI).

Cette autorisation est destinée à permettre à la Caisse Régionale d'opérer en bourse ou hors marché sur ses Certificats Coopératifs d'Investissement (CCI) en vue de toute affectation permise ou qui viendrait à être permise par la loi ou la réglementation en vigueur. En particulier, la Caisse Régionale pourra utiliser la présente autorisation en vue :

- 1) de la mise en œuvre de plan d'options d'achat de Certificats Coopératifs d'Investissement (CCI) de la Caisse Régionale au profit des membres du personnel salarié et/ou mandataires sociaux éligibles, ou de certaines catégories d'entre eux, de la Caisse Régionale et des sociétés ou groupements d'intérêt économique qui lui sont liés ou lui seront liés dans les conditions définies par les dispositions de l'article L.225-180 du Code de commerce ;
- 2) d'assurer l'animation du marché des Certificats Coopératifs d'Investissement (CCI) par un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité, dans le respect de la pratique de marché admise par l'Autorité des Marchés Financiers ;
- 3) de procéder à l'annulation totale ou partielle des Certificats Coopératifs d'Investissement (CCI) acquis.

Ce programme est également destiné à permettre la mise en œuvre de toute pratique de marché qui viendrait à être admise par l'Autorité des Marchés Financiers, et plus généralement, la réalisation de toute autre opération conforme à la réglementation en vigueur. Dans une telle hypothèse, la Caisse Régionale informera les porteurs de Certificats Coopératifs d'Investissement (CCI) par voie de communiqué.

Les opérations effectuées par le Conseil d'Administration en vertu de la présente autorisation pourront intervenir à tout moment, dans les limites autorisées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour décider la mise en œuvre de la présente autorisation et en fixer les modalités, à l'effet notamment de passer tous ordres en bourse, signer tous actes, conclure tous accords, affecter ou réaffecter les Certificats Coopératifs d'Investissement (CCI) acquis aux différents objectifs poursuivis, effectuer toutes déclarations et formalités, notamment auprès de la Banque Centrale Européenne et de l'Autorité des Marchés Financiers, et plus généralement faire tout le nécessaire.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des sociétaires présents ou représentés.

**Dix-septième résolution** (*Election et renouvellement des Administrateurs*). — L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, procède à l'élection des administrateurs, conformément aux dispositions de l'article 25 des statuts, et sous réserve de l'adoption par l'Assemblée générale extraordinaire, de la deuxième résolution modifiant sa rédaction.

En application de l'article 25 précité, lequel prévoit le renouvellement annuel du tiers des membres du Conseil d'Administration, les six administrateurs dont le mandat arrive à échéance et peut être renouvelé, sont :

- Pour l'Aude : Marie-Eve DUMONS
- Pour le Gard : Cécile VELAY
- Pour l'Hérault : Daniel CONNART, Alfredo GARCIA, Marie-Line THIEULES
- Pour la Lozère : Marie-Hélène RUAT

En application de l'article 24-2 des statuts, quatre Administrateurs sont atteints par la limite d'âge et réputés démissionnaires d'office à l'issue de la présente Assemblée générale :

- Pour l'Aude : Jean-Claude LIMOUZY
- Pour le Gard : Claude GUIGUE
- Pour l'Hérault : Brigitte ROBERT
- Pour la Lozère : Michel BRUGERON

Résolution 17-1 :

Le mandat de Madame Marie-Eve DUMONS est renouvelable et elle a fait acte de candidature au renouvellement de son mandat.

Le renouvellement de son mandat, pour une durée de trois ans, a été proposé par l'Assemblée Départementale au Conseil d'Administration qui l'a soumis au vote de l'Assemblée Générale.

S'il est renouvelé, son mandat viendra à expiration lors de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027.

L'Assemblée Générale décide que Madame Marie-Eve DUMONS, Administrateur sortant, rééligible et candidat pour un nouveau mandat, est reconduite dans ses fonctions d'Administrateur pour une durée de trois ans.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des sociétaires présents ou représentés.

Résolution 17-2 :

Le mandat de Madame Cécile VELAY est renouvelable et elle a fait acte de candidature au renouvellement de son mandat.

Le renouvellement de son mandat, pour une durée d'un an, a été proposé par l'Assemblée Départementale au Conseil d'Administration qui l'a soumis au vote de l'Assemblée Générale.

S'il est renouvelé, son mandat viendra à expiration lors de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

L'Assemblée Générale décide que Madame Cécile VELAY, Administrateur sortant, rééligible et candidat pour un nouveau mandat, est reconduite dans ses fonctions d'Administrateur pour une durée d'un an.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des sociétaires présents ou représentés.

Résolution 17-3 :

Le mandat de Monsieur Daniel CONNART est renouvelable et il a fait acte de candidature au renouvellement de son mandat.

Le renouvellement de son mandat, pour une durée de trois ans, a été proposé par l'Assemblée Départementale au Conseil d'Administration qui l'a soumis au vote de l'Assemblée Générale.

S'il est renouvelé, son mandat viendra à expiration lors de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027.

L'Assemblée Générale décide que Monsieur Daniel CONNART, Administrateur sortant, rééligible et candidat pour un nouveau mandat, est reconduit dans ses fonctions d'Administrateur pour une durée de trois ans.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des sociétaires présents ou représentés.

Résolution 17-4 :

Le mandat de Monsieur Alfredo GARCIA est renouvelable et il a fait acte de candidature au renouvellement de son mandat.

Le renouvellement de son mandat, pour une durée de deux ans, a été proposé par l'Assemblée Départementale au Conseil d'Administration qui l'a soumis au vote de l'Assemblée Générale.

S'il est renouvelé, son mandat viendra à expiration lors de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2026.

L'Assemblée Générale décide que Monsieur Alfredo GARCIA, Administrateur sortant, rééligible et candidat pour un nouveau mandat, est reconduit dans ses fonctions d'Administrateur pour une durée de deux ans.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des sociétaires présents ou représentés.

**Résolution 17-5 :**

Le mandat de Madame Marie-Line THIEULES est renouvelable et elle a fait acte de candidature au renouvellement de son mandat.

Le renouvellement de son mandat, pour une durée d'un an, a été proposé par l'Assemblée Départementale au Conseil d'Administration qui l'a soumis au vote de l'Assemblée Générale.

S'il est renouvelé, son mandat viendra à expiration lors de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

L'Assemblée Générale décide que Madame Marie-Line THIEULES, Administrateur sortant, rééligible et candidat pour un nouveau mandat, est reconduite dans ses fonctions d'Administrateur pour une durée d'un an.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des sociétaires présents ou représentés.

**Résolution 17-6 :**

Le mandat de Madame Marie-Hélène RUAT est renouvelable et elle a fait acte de candidature au renouvellement de son mandat.

Le renouvellement de son mandat, pour une durée de trois ans, a été proposé par l'Assemblée Départementale au Conseil d'Administration qui l'a soumis au vote de l'Assemblée Générale.

S'il est renouvelé, son mandat viendra à expiration lors de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027.

L'Assemblée Générale décide que Madame Marie-Hélène RUAT, Administrateur sortant, rééligible et candidat pour un nouveau mandat, est reconduite dans ses fonctions d'Administrateur pour une durée de trois ans.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des sociétaires présents ou représentés.

L'assemblée générale prend acte que Madame Brigitte ROBERT, Monsieur Claude GUIGUE et Monsieur Jean-Claude LIMOUZY, atteints par la limite d'âge et réputés démissionnaires d'office à l'issue de la présente Assemblée générale, ne sont pas remplacés.

L'Assemblée Générale constate la démission d'office de Monsieur Michel BRUGERON atteint par la limite d'âge. Monsieur Noël LAFOURCADE qui avait été proposé par l'Assemblée Départementale de la Lozère au Conseil d'Administration pour remplacer Monsieur Michel BRUGERON, a démissionné de ses mandats au Crédit Agricole du Languedoc. Il n'est donc plus candidat pour le poste d'administrateur de la Caisse régionale.

Conformément à l'article 24-1 des statuts dans sa nouvelle rédaction adoptée par l'Assemblée Générale Extraordinaire au titre de la deuxième résolution, le Conseil d'Administration étant désormais composé de 17 membres, l'Assemblée générale constate qu'un poste d'administrateur est vacant sur le département de la Lozère.

**Dix-huitième résolution** (*Présentation du rapport de révision coopérative et discussion*). — L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu Le Président sur le rapport de révision coopérative réalisé en exécution de la mission couvrant les exercices débutant le 1er janvier 2018 jusqu'au 31 décembre 2022 de la Caisse Régionale, prend acte du contenu de ce rapport.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des sociétaires présents ou représentés.

**Dix-neuvième résolution** (*Pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée Générale Ordinaire pour l'accomplissement de toutes formalités légales*). — L'Assemblée Générale Ordinaire donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal de la présente Assemblée Générale Ordinaire pour l'accomplissement de toutes formalités légales.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des sociétaires présents ou représentés.

## **II. — Avis de publication du rapport financier annuel 2024**

La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Languedoc a déposé son rapport financier annuel sur le site de la Caisse régionale dans la rubrique « Informations réglementées » et auprès de l'Autorité des Marchés Financiers en date du 12 mars 2025.

III. — Attestation des Commissaires aux comptes

1. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.  
(Exercice clos le 31 décembre 2024.)

A l'Assemblée Générale de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Languedoc,

**Opinion.** — En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Languedoc relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la caisse régionale à la fin de cet exercice.  
L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion :

— **Référentiel d'audit :** Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.  
Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

— **Indépendance :** Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

**Justification des appréciations - Points clés de l'audit.** — En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

— Dépréciation des crédits sur une base individuelle :

Risque identifié	Notre réponse
<p>Du fait de son activité, votre caisse régionale est notamment exposée à un risque de crédit sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l'agriculture.</p> <p>Comme indiqué dans la note 2.1 « Créances et engagements par signature » de l'annexe aux comptes annuels, les créances présentant un risque de crédit avéré donnent lieu à la comptabilisation d'une dépréciation correspondant à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux d'intérêt effectif, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.</p> <p>S'agissant de la détermination d'éventuelles dépréciations, la direction de votre caisse régionale est conduite à formuler des hypothèses pour estimer les flux futurs de recouvrement.</p> <p>Nous avons considéré la détermination de ces dépréciations des crédits portant sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l'agriculture, comme un point clé de l'audit des comptes annuels en raison de leur importance dans le bilan et de leur sensibilité aux hypothèses retenues par la direction pour déterminer les flux futurs estimés actualisés dans le contexte macro-économique de l'exercice 2024 tel qu'indiqué dans la note 2.1 de l'annexe aux comptes annuels. Ces dépréciations sont intégrées dans le montant total des dépréciations individuelles présentées dans la note 4.4 de l'annexe aux comptes annuels, qui s'élève à 246,6M€.</p>	<p>Nos travaux ont consisté à examiner le dispositif mis en place par la direction, dans le contexte macro-économique de l'exercice 2024, pour évaluer le montant des dépréciations à comptabiliser.</p> <p>Nous avons en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>mené des entretiens au cours de l'exercice avec les personnes en charge du suivi des risques au sein de votre caisse régionale afin de prendre connaissance de la gouvernance et des procédures mises en place pour évaluer ces dépréciations et assurer leur correcte comptabilisation ;</li><li>testé l'efficacité des contrôles jugés clés mis en œuvre par votre caisse régionale relatifs à ces procédures ;</li><li>analysé les hypothèses utilisées par la direction pour la détermination des flux futurs estimés sur un échantillon de dossiers de crédit en prenant en compte, le cas échéant, l'impact du contexte macro-économique sur ces flux ou les garanties spécifiques liées aux plans de soutien à l'économie ;</li><li>mis en œuvre des procédures analytiques concernant la couverture des encours douteux.</li></ul>

— Provisions sur encours sains et dégradés :

Risque identifié	Notre réponse
<p>Comme cela est indiqué dans la note 2.1 « Créances et engagements par signature » de l'annexe aux comptes annuels, votre caisse régionale constate au titre des expositions de crédits au passif de son bilan des provisions pour couvrir les risques de crédit attendus sur les douze mois à venir (expositions qualifiées de saines) ou sur la durée de vie de l'encours dès lors que la qualité de crédit de l'exposition s'est significativement dégradée (expositions qualifiées de dégradées).</p> <p>Ces provisions reposent sur des estimations qui intègrent des paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut selon des modèles internes de risque de crédit, en tenant compte des données macro-économiques prospectives (Forward Looking) appréciées au niveau du groupe Crédit Agricole et au regard des paramètres propres au portefeuille de crédit de votre caisse régionale sur la base d'éléments conjoncturels et/ou structurels locaux.</p> <p>Le cumul de ces provisions sur les prêts et créances représente 332,8M€ au 31 décembre 2024 comme détaillé dans la note 15 de l'annexe aux comptes annuels.</p> <p>Nous considérons qu'il s'agit d'un point clé de l'audit des comptes annuels en raison de :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>– l'importance des hypothèses prises, en particulier dans le contexte macro-économique de l'exercice 2024 tel qu'indiqué dans la note 2.1 de l'annexe aux comptes annuels ;</li><li>– l'importance de ces provisions dans le bilan de votre caisse régionale et du recours à de nombreux paramètres et hypothèses appliqués pour décliner la méthode sur plusieurs types de portefeuilles (entreprises, particuliers, crédits à la consommation, etc.), dont par exemple des informations prospectives (Forward Looking central et local).</li></ul>	<p>Nos travaux ont notamment consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>– prendre connaissance, lors d'un examen critique, des conclusions des travaux réalisés à notre demande par les auditeurs de la consolidation du groupe Crédit Agricole, avec l'aide de leurs experts de modèles de dépréciation. Ces travaux couvrent en particulier les aspects suivants :<ul style="list-style-type: none"><li>○ les principes méthodologiques suivis pour la construction des modèles ;</li><li>○ le processus d'élaboration des paramètres utilisés dans les modèles (probabilité de défaut « PD », perte en cas de défaut Loss Given Default ou « LGD ») en prenant en compte notamment le contexte macro-économique de l'exercice 2024 ;</li><li>○ la gouvernance des modèles et le changement des paramètres y compris l'analyse des scénarios et des paramètres économiques projetés ainsi que le processus de validation indépendante ;</li><li>○ la réalisation de tests ciblés des fonctions calculatoires de l'outil utilisé pour déterminer les corrections de valeur ;</li></ul></li><li>– tester les données relatives aux expositions entrant dans le modèle de provisionnement sur la base d'un échantillon de dossiers ;</li><li>– contrôler le déversement des expositions servant de base au calcul des dépréciations et des provisions dans l'outil de provisionnement ;</li><li>– apprécier les hypothèses et la documentation fournie par votre caisse régionale sur l'identification de dégradations significatives notamment dans le contexte macro-économique pour des portefeuilles d'encours et la justification des paramètres conjoncturels et/ou structurels locaux retenus pour l'application du Forward Looking local ;</li><li>– analyser l'évolution des expositions et des corrections de valeur par catégories homogènes de risques pour l'exercice 2024 ;</li><li>– examiner les informations données au titre de la couverture du risque de crédit dans l'annexe aux comptes annuels.</li></ul>

**Vérifications spécifiques.** — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux sociétaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre caisse régionale considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

**Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires.**

— **Format de présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel :**  
Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du directeur général.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes annuels qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

— **Désignation des commissaires aux comptes** : Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Languedoc par votre assemblée générale du 3 juillet 2006.

Au 31 décembre 2024, nos cabinets étaient dans la dix-neuvième année de leur mission sans interruption.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels.**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la caisse régionale à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la caisse régionale ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

**Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels.**

— **Objectif et démarche d'audit** : Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on ne peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre caisse régionale.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la caisse régionale à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

— **Rapport au comité d'audit** : Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant,

nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Boulogne-Billancourt et Paris-La Défense, le 11 mars 2025.  
**Les Commissaires aux Comptes :**

Institut Fiduciaire d'Expertise Comptable :  
Michel GALAINE ;

ERNST & YOUNG et Autres :  
Claire ROCHAS.

**2. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés.**  
(Exercice clos le 31 décembre 2024.)

A l'Assemblée Générale de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Languedoc,

**Opinion.** — En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Languedoc relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

**Fondement de l'opinion :**

— **Référentiel d'audit :** Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

— **Indépendance :** Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

**Justification des appréciations - Points clés de l'audit.** — En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

— Dépréciation des crédits sur une base individuelle :

Risque identifié	Notre réponse
<p>Du fait de son activité, votre caisse régionale est notamment exposée à un risque de crédit sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l'agriculture.</p> <p>Comme indiqué dans le paragraphe « Risque de crédit et étapes de dépréciation/provisionnement » de la note 1.2 de l'annexe des comptes consolidés, les encours en défaut (Stage 3) sont dépréciés lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés de ces actifs financiers.</p> <p>Le montant de ces dépréciations correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus à maturité (incluant le principal et les intérêts).</p> <p>S'agissant de la détermination d'éventuelles dépréciations, la direction est conduite à formuler des hypothèses pour estimer les flux futurs de recouvrement.</p> <p>Nous avons considéré la détermination de ces dépréciations des crédits portant sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l'agriculture comme un point clé de l'audit en raison de leur importance dans le bilan et de leur sensibilité aux hypothèses retenues par la direction pour déterminer les flux futurs estimés actualisés dans le contexte macro-économique de l'exercice 2024 tel qu'indiqué dans la note 3.1 de l'annexe des comptes consolidés. Ces dépréciations sont intégrées dans le montant total des dépréciations individuelles présentées dans la note 3.1.1 de l'annexe des comptes consolidés qui s'élève à 246,8M€.</p>	<p>Nos travaux ont consisté à examiner le dispositif mis en place par la direction, dans le contexte macro-économique de l'exercice 2024, pour évaluer le montant des dépréciations à comptabiliser.</p> <p>Nous avons en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>mené des entretiens au cours de l'exercice avec les personnes en charge du suivi des risques au sein de votre caisse régionale afin de prendre connaissance de la gouvernance et des procédures mises en place pour évaluer ces dépréciations et assurer leur correcte comptabilisation ;</li><li>testé l'efficacité des contrôles jugés clés mis en œuvre par votre caisse régionale relatifs à ces procédures ;</li><li>analysé les hypothèses utilisées par la direction pour la détermination des flux futurs estimés sur un échantillon de dossiers de crédit en prenant en compte, le cas échéant, l'impact du contexte macro-économique sur ces flux ou les garanties spécifiques liées aux plans de soutien à l'économie ;</li><li>mis en œuvre des procédures analytiques sur la couverture des encours douteux.</li></ul>

— Risque de crédit et estimation des pertes attendues sur les expositions n'étant pas en défaut :

Risque identifié	Notre réponse
<p>Comme indiqué dans le paragraphe « Risque de crédit et étapes de dépréciation/provisionnement » de la note 1.2 de l'annexe des comptes consolidés, votre caisse régionale comptabilise des corrections de valeur au titre des pertes de crédit attendues (Expected Credit Losses ou « ECL ») dès la comptabilisation initiale d'un instrument financier (crédit, titre de dettes, garantie, etc.), au titre des pertes de crédit attendues sur douze mois (Stage 1), et si la qualité de crédit se dégrade significativement pour une transaction ou un portefeuille donné, à maturité (Stage 2).</p> <p>Les corrections de valeur reposent sur des estimations qui intègrent des paramètres de probabilité de défaut, de pertes en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut tenant compte de données macro-économiques prospectives (Forward Looking) appréciées au niveau du groupe Crédit Agricole et au niveau de votre caisse régionale au regard des caractéristiques propres à ses portefeuilles de crédits.</p> <p>Ces corrections de valeur représentent en cumul sur les prêts et créances sur la clientèle et sur les engagements par signature, au 31 décembre 2024, un montant de 379,7 M€ comme détaillé dans la note 3.1.1 de l'annexe des comptes consolidés.</p> <p>Nous avons considéré qu'il s'agissait d'un point clé de l'audit en raison de :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>— l'importance des hypothèses prises, en particulier dans le contexte macro-économique de l'exercice 2024 tel qu'indiqué dans la note 3.1 de l'annexe des comptes consolidés ;</li></ul>	<p>Dans le cadre de notre audit des comptes consolidés, nos travaux ont notamment consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>— prendre connaissance, lors d'un examen critique, des conclusions des travaux réalisés à notre demande par les auditeurs de la consolidation du groupe Crédit Agricole, avec l'aide de leurs experts sur les modèles de détermination des corrections de valeur au titre des pertes de crédit attendues. Ces travaux couvrent en particulier les aspects suivants :<ul style="list-style-type: none"><li>○ les principes méthodologiques suivis pour la construction des modèles ;</li><li>○ le processus d'élaboration des paramètres utilisés dans les modèles (probabilité de défaut « PD », perte en cas de défaut Loss Given Default ou « LGD ») en prenant en compte notamment le contexte macro-économique de l'exercice 2024 ;</li><li>○ la gouvernance des modèles et le changement des paramètres y compris l'analyse des scénarios et des paramètres économiques projetés ainsi que le processus de validation indépendante ;</li><li>○ la réalisation de tests ciblés sur l'outil utilisé pour calculer les corrections de valeurs ;</li></ul></li><li>— tester les données relatives aux expositions entrant dans le modèle de détermination des corrections de valeur sur la base d'un échantillon de dossiers ;</li><li>— contrôler le déversement des expositions servant de base au calcul des corrections de valeur dans l'outil de provisionnement ;</li><li>— apprécier les hypothèses et la documentation fournie par votre caisse régionale sur l'identification de dégradations significatives notamment dans le contexte macro-économique pour des portefeuilles d'encours et la justification des paramètres conjoncturels et/ou structurels locaux retenus pour l'application du Forward Looking local ;</li><li>— analyser l'évolution des expositions et des corrections de valeur par catégories homogènes de risques sur l'exercice 2024 ;</li><li>— examiner les informations données au titre de la couverture du risque de crédit dans l'annexe des comptes consolidés.</li></ul>

**Vérifications spécifiques.** — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

**Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires.**

— **Format de présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel :**

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du directeur général. S'agissant de comptes consolidés, nos diligences comprennent la vérification de la conformité du balisage de ces comptes au format défini par le règlement précité.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes consolidés qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.



— **Désignation des commissaires aux comptes** : Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Languedoc par votre assemblée générale du 3 juillet 2006.

Au 31 décembre 2024, nos cabinets étaient dans la dix-neuvième année de leur mission sans interruption.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés**

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la caisse régionale à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la caisse régionale ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés.**

— **Objectif et démarche d'audit** : Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre caisse régionale.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la caisse régionale à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

— **Rapport au comité d'audit** : Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant,

nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Boulogne-Billancourt et Paris-La Défense, le 11 mars 2025.

***Les Commissaires aux Comptes :***

**Institut Fiduciaire d'Expertise Comptable :**

Michel GALAINE ;

**ERNST & YOUNG et Autres :**

Claire ROCHAS.